



COMITE D'HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL DEPARTEMENTAL du GARD

EN DATE DU 30 NOVEMBRE 2015.

Compte-rendu de l'UNSA JUSTICE

Madame la Présidente du Tribunal de Grande Instance de NIMES, Présidente du CHSCTD, après avoir constaté que le quorum est atteint, à savoir la présence de 4 membres des organisations syndicales élus, procède à l'examen des points mis à l'ordre du jour.

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 2 Octobre 2015.

Le PV du 2 Octobre 2015 est approuvé à la majorité des membres élus.

2. Examen des états récapitulatifs des registres santé et sécurité au travail fournis par les assistants de prévention.

- STEMO de NIMES.

Toujours aucun exercice d'évacuation incendie.

Suite à une arrivée massive prévue de personnel, le manque de bureau et de matériel va s'accroître. Le problème du filtre de la fontaine a été réglé.

Une extension des bâtiments sur 82 mètres² (3ème étage complet et partiellement 2ème étage) est envisagée.

- UEMO de BAGNOLS sur CEZE.

Toujours aucun exercice d'évacuation incendie.

Il n'y a plus que 2 toilettes qui fonctionnent (pour le personnel et les usagers).

Manque de véhicules.

Les devis pour la climatisation sont acceptés. Il faut attendre que VINCI, qui est l'entreprise de maintenance ayant obtenu le marché régional, vienne faire la réparation.

Monsieur le Directeur Territorial dénonce les problèmes d'exécution de marchés publics, et notamment la société VINCI.

- SAR de NIMES.

Le DDARJ doit se rapprocher de la région pour les formations aux gestes de premiers secours.

Concernant la présence des pigeons qui causent des salissures sur le bord des fenêtres, des responsables du Conseil Général, propriétaire des lieux, se sont déplacés le 16 Novembre dans les locaux. Un appel d'offres est en cours pour le nettoyage et un gel doit être apposé en guise de protection.

- SPIP de NIMES.

Aucune nouvelle mention sur le registre.

La porte d'entrée a été réparée.

Le problème des cafards est toujours d'actualité.

En ce qui concerne les archives, une demande de reversement est en cours.

L'assistant de prévention d'ALES a démissionné il y a 15 jours. Un appel à candidat doit être effectué.

- Maison d'arrêt de NIMES.

Suite aux dysfonctionnements de la guérite Est, un nettoyage plus régulier a été effectué.

Une fuite d'eau est à déplorer dans le service des ateliers. Seuls 3 chauffages fonctionnent.

Mise à jour du document unique grâce à un sous-lieutenant qui est également assistant de prévention et pompier volontaire.

Problèmes avec GENESIS. Un fonctionnaire est parti du greffe.

Des crédits importants ont été débloqués par la Direction pour des travaux de mise en peinture.

Des travaux pour la salle de sport sont prévus début 2016. La 2ème tranche prévisible devrait concerner les soins.

- Tribunal d'instance de NIMES.

Etat néant.

La directrice de greffe a fait une relance à la mairie de NIMES pour réserver la place de stationnement qui est devant le TI. Cette demande avait d'ailleurs été faite depuis 2010.

Un portique de sécurité avait été demandé. Le problème de la sécurité est relancé avec les permanences pendant les élections régionales. Une ouverture jusqu'à 20 heures est obligatoire 2 jours par semaine.

- UEMO d'ALES.

Un accident du travail est à déplorer avec un véhicule de service, lors d'un trajet avec un mineur et sa mère. Cet accident est dû aux conditions météorologiques (pluie). Le conducteur a un arrêt d'un mois de travail.

De nouveaux véhicules sont arrivés : 2 pour 6 personnels dont 1 Yaris hybride. Un courrier sera adressé par le CHSCTD pour rappeler les problèmes de véhicules à la hiérarchie.

Les locaux manquent de confidentialité. Il est prévu dans 2 ans environ une construction commune avec la DDFIP et la DIRECTE.

Il n'y a pas assez d'ordinateurs pour tous les éducateurs. Selon la centrale, la norme est d'1 ordinateur pour 2 éducateurs. Cependant, des ordinateurs supplémentaires ont été demandés et ont pu être obtenus par le biais de la radicalisation.

- TGI de NIMES.

Pas d'annotation sur le registre.

En raison du plan VIGIPIRATE renforcé suite aux attentats du 13 Novembre 2015, les chefs de cour ont fait une note diffusée à l'ensemble des personnels en vue de rappeler les consignes de sécurité ainsi que les mesures de bon sens.

A la demande de l'UNSa SJ qui s'interroge sur une éventuelle présence d'amiante dans les locaux suite à la remarque des personnels qui ont observé des pastilles adhésives mentionnant un "A" apposé sur les murs depuis l'arrivée des ouvriers dans les locaux du TGI de NIMES, la Présidente du CHSCTD indique qu'il n'y a pas de risque pour les occupants et que pour rassurer le personnel, elle mettra à disposition, dans le bureau de l'assistant de prévention, le diagnostic technique amiante.

- TGI d'ALES.

Le problème de la climatisation a été réglé.

Problème de VMC dans les locaux des archives. L'aération a été obstruée. L'odeur insoutenable au rez de chaussée, où se trouvent les scellés, proviendrait d'une fuite des toilettes à l'étage du dessus. Il est envisagé la pose d'un clapet par le technicien immobilier.

3. Validation des registres santé et sécurité au travail et dossier d'accidents de travail et de service.

4. Compte-rendu de la visite du centre éducatif fermé de NIMES.

Une visite du CEF a été effectuée par une délégation du CHSCT LE 5 Novembre 2015. Le compte rendu n'a pas été communiqué au CHSCTD lors de la réunion de ce jour. Madame la Présidente indique qu'il sera joint au compte rendu de ce jour.

Selon les membres présents ce jour et ayant participé à cette visite du CEF, aucun problème n'a été relevé concernant l'hygiène et la sécurité. Le local de repos des éducateurs de permanence de nuit est en cours de rénovation. Le personnel du CEF a souhaité être entendu par la délégation du CHSCTD pour évoquer des problèmes qui perdurent depuis plusieurs années: une mauvaise répartition des plannings et des modifications intempestives, un nombre important d'arrêts de travail liés aux conditions de travail, des relations difficiles entre les différents statuts des personnels (titulaires et contractuels), des remontées d'incidents non prises en compte par la hiérarchie.

Depuis la visite de la délégation du CHSCTD, un début de solution semble amorcé. Une réunion de services avec 2 personnes extérieures au CEF et 1 membre de la direction régionale a eu lieu le 18 Novembre, la prochaine devant avoir lieu en Janvier 2016. Une autre réunion mensuelle avec tous les contractuels (pas seulement ceux du CEF) doit avoir lieu le 7 Décembre.

L'assistant de prévention du CEF a démissionné.

Le CHSCTD fera un point de vigilance sur la situation si nécessaire, lors des prochaines réunions.

5. Point d'information sur le registre santé et sécurité au travail.

Ce point concerne le contenu du registre. Celui-ci concerne le travail et la sécurité des personnels. Il est rappelé que les problèmes d'ordre personnel (comportement...) n'ont pas à être mentionnés dans le registre, pas plus que les observations du public. Un autre registre ou cahier peut être ouvert pour le public si utile.

Une fiche d'incident pour chaque direction (SJ, AP, PJJ) sera mis en annexe du procès-verbal.

6. Questions diverses.

L'UNSa SJ rappelle que la liste des assistants de prévention n'est toujours pas affichée dans les locaux du TGI de NIMES, pas plus que la liste des membres élus, et ce malgré la demande faite lors de la dernière réunion du 2 Octobre 2015 et actée dans le procès-verbal.

La prochaine réunion du CHSCTD aura lieu le 15 Février 2016 à 14 Heures.

Evelyne VITET-PICHAVANT
Représentante UNSa SJ